

Nous voulons des réponses ... plus que jamais

Le financement stable des services de base se traduit par :

- ✓ • l'aptitude à fournir des services de meilleure qualité;
- ✓ • des délais plus courts;
- ✓ • moins d'interruptions en cours de traitement;
- ✓ • moins de lacunes dans les services;
- ✓ • un roulement du personnel moins important;
- ✓ • de l'aide sur laquelle les enfants peuvent compter.

Notre gouvernement provincial peut faire une différence considérable en ce qui concerne le financement et le traitement des enfants qui souffrent de troubles de la santé mentale.

Mais personne n'écoute.

Prenez part à la campagne « Nos enfants comptent »

Envoyez un message clair au premier ministre McGuinty et à Deb Matthews, ministre des Services à l'enfance et à la jeunesse, que

Nos enfants comptent ... plus que jamais !

L'Honorable Deb Matthews
Ministre des Services à l'enfance
et à la jeunesse
Tél. : 416-212-2278
dmatthews.mpp@liberal.ola.org

L'Honorable Dalton McGuinty
Premier ministre de l'Ontario
Tél. : 416-325-1941
dmcguinty.mpp.co@liberal.ola.org

Participez à la campagne par courriel au www.opseu.org/bps/ctc

Contactez votre député provincial

Votre représentant du SEFPO

En 2009



plus que jamais !

La crise du financement et du soutien continue de faire des ravages ... plus que jamais

- Depuis 1993, l'inflation a augmenté de 31 pour cent. Mais dans 14 de ces seize années, le financement de base des services de santé mentale pour enfants n'a pas bougé.
- Des budgets de base fixes entraînent des déficits de fonctionnement. Pour éviter les déficits, il faut annuler des programmes ou les réduire à l'essentiel. On met à pied du personnel. On ne comble plus les postes vacants. Et ce sont les enfants, les jeunes et les familles qui ont besoin de services qui en souffrent plus que jamais.
- En ce moment, à travers la province, plus de 11 100 enfants sont sur une liste d'attente. L'attente varie de trois mois à plus d'un an, selon le type de service spécialisé demandé.
- Le taux de renvoi croît à une allure alarmante. L'année dernière seulement, les organismes de santé mentale des enfants rapportaient une augmentation des renvois de 34 à 50 pour cent.
- Le rapport intitulé Causes de la violence chez les jeunes, de Roy McMurtry, ancien juge en chef et procureur général, et du Dr Alvin Curling, demandait des fonds ciblés de 200 millions de dollars pour les services de santé mentale communautaires axés sur les enfants et les jeunes avant la fin du mandat de ce gouvernement, soit avant 2011. Il est peu vraisemblable qu'on atteigne cet objectif.
- Les taux de rémunération non concurrentiels par rapport aux postes équivalents dans les secteurs de l'éducation et de la santé entraînent déjà des problèmes de rétention et de recrutement dans les organismes de santé mentale des enfants.



Les enfants ont besoin de stabilité ... plus que jamais

Aperçu de la crise actuelle au sein des services de santé mentale pour enfants

- 15 à 21 pour cent des enfants et des jeunes au Canada souffrent d'une forme de maladie mentale ou d'une autre exigeant une intervention (*vérificateur général p.129*)*
- En Ontario, jusqu'à 654 000 enfants et jeunes souffrent au moins d'un trouble mental diagnosticable (*vérificateur général p.129*)*
- Les troubles augmentent en fréquence et en gravité (*vérificateur général p.129*)*
- En Ontario, un enfant ou jeune sur six atteints d'un trouble de santé mentale reçoit un service de santé mentale quelconque (*vérificateur général p.129*)*
- Aucun mandat prescrit par la loi ou financement obligatoire (*vérificateur général p.127*)*
- Peu de directives du ministère en ce qui concerne le type de service, les normes acceptables, les critères d'accès à ces services ou les mesures du rendement (*vérificateur général p.127*)*
- « Responsabilité partagée » du ministère 2006 — des changements seront mis en œuvre au cours des dix prochaines années, mais on ne sait trop qui se chargera de leur mise en œuvre (*vérificateur général p.127*)*
- Augmentation minime ou inexistante du financement accordé aux organismes au cours des dix dernières années (*vérificateur général du Canada p.128*)*
- Difficulté à obtenir des fonds pour les services de base (*vérificateur général du Canada p.128*)*

* Rapport du Bureau du vérificateur général 2008

